

*Lettre d'information n°58 – 17 octobre 2022*

**Dernière lettre d'information d'Action & Démocratie avant les élections  
professionnelles**

**Prenez le temps de la parcourir – A bientôt !**

- **Édito**
- **Spécial enseignement professionnel**
- **Spécial professeurs des écoles**
- **Les enjeux des élections professionnelles**
- **Prendre conscience de la réalité et agir**
- **Découvrir Le Pari de l'intelligence**

**1/ Édito**

Des personnels déclassés et résignés, des enseignants dont l'autorité est contestée en permanence, de plus en plus de services éclatés sur plusieurs établissements, une charge de travail et une pénibilité accrue pour tous les personnels, des agents contractuels toujours plus nombreux et surexploités, une hiérarchie dans le déni, etc.

Ce bilan désastreux est celui de tous les gouvernements successifs depuis des décennies, mais il est aussi celui d'organisations syndicales qui n'ont pas su s'y opposer, voire qui y ont collaboré.

Il est temps de tourner la page et surtout de redresser la barre ! Il est temps pour la profession de se relever et de reprendre la parole, parole si souvent confisquée par des représentants qui ne sont plus sur le terrain, parole si souvent détournée par des syndicats qui se servent de l'école pour mener des combats politiques en laissant les choses se dégrader sur le terrain.

La plupart d'entre vous se désintéressent de ce syndicalisme archaïque, impuissant et de plus en plus caricatural. A raison. Mais ne jetez pas le bébé avec l'eau du bain ! Nous pouvons reconstruire ensemble un outil syndical indépendant et de proximité qui ne se paye pas de mots ni de postures. Action & Démocratie relève ce défi. Ce n'est pas un syndicat de plus mais un syndicat différent, un syndicat fondé et animé par des personnels de terrain qui en ont assez, qui veulent agir pour reconstruire l'école et qui sont décidés à faire bouger les lignes. Comme la plupart d'entre vous. Un syndicat à votre image.

**En décembre prochain, faites le bon choix :**

# Votez Action & Démocratie !

## 2/ Spécial enseignement professionnel

L'enseignement professionnel, c'est d'abord et avant tout un enseignement. A l'heure où le gouvernement mise tout sur l'apprentissage, s'apprête à réorienter la voie professionnelle tout entière en fonction des besoins du marché, à allonger les périodes de stage en entreprise au détriment de la formation sous statut scolaire, à placer l'enseignement pro sous la tutelle des intérêts privés, **nous appelons tous les corps de l'Éducation nationale à soutenir les PLP dans leur mobilisation pour défendre le lycée professionnel :**

**Signez la pétition *Pour la sauvegarde et la refondation de l'enseignement professionnel***



**Lisez notre [Lettre au président de la République](#)**

## 3 / Spécial professeurs des écoles

Formation hors-sol, tâches inutiles et chronophages, gestion kafkaïenne du budget de l'EN, trompe-l'œil de l'école inclusive, destruction du métier : un état des lieux de la situation dans le premier degré sans langue de bois par les premiers concernés.



**Lettre d'information [spécial premier degré](#)**

## 4 / Les enjeux des élections professionnelles

Avec un niveau d'abstention record d'environ 60% lors des dernières élections professionnelles en 2018, la représentativité des syndicats élus aux CT d'alors fut et est restée très problématique durant quatre ans. Grèves peu suivies, discours peu audibles, perte de crédit généralisée : la profession se désintéresse d'un certain syndicalisme. Pourtant, il faut qu'elle soit représentée pour être entendue par les pouvoirs publics, et que le pluralisme qu'on trouve dans les salles de profs, dans les établissements, dans les bureaux, se retrouve aussi parmi ceux qui parlent au nom de tous même quand ils ne sont élus que par quelques-uns.

On vous expose ici les enjeux de ces élections, la façon dont sont répartis les Équivalents temps plein (ETP) plus communément appelés les décharges de service, et l'on revient sur la victoire de A&D au Conseil constitutionnel, victoire importante qui met les points sur les i concernant les droits de tous les syndicats, ceux qui sont dits « représentatifs » au sens de la loi et ceux qui ne le sont pas.



**[Lire l'article](#)**

## 5 / Prendre conscience de la réalité et agir

En 1975, animée par un objectif tout à fait louable, la loi Haby homogénéisa le contenu des enseignements dispensés aux élèves dans le premier cycle du secondaire. Pour ce faire, elle supprima la distinction entre les CES et les CEG et donna naissance à ce que l'on a appelé depuis « le collège unique ». Accessoirement, elle reconnut pour la première fois la notion de « communauté éducative » réunissant les élèves, les enseignants, les personnels non enseignants et les parents d'élèves.

**Dès lors, sous couvert de « démocratisation », les ministères successifs se sont engagés aveuglément dans la voie de la « massification ».** C'est ainsi que Jospin ouvrit la porte en 1989 au clientélisme des parents d'élèves, avec l'objectif, désormais atteint et même dépassé, d'amener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat. Plus récemment, et toujours dans la même veine, Peillon réforma l'école, Vallaud-Belkacem le collège, Blanquer le lycée et le baccalauréat...

À présent, l'enseignement supérieur accueille des étudiants dépourvus du nécessaire pour y réussir et se font exploiter par des officines qui leur proposent de rattraper leurs retards en quelques semaines moyennant finances. À présent, les personnels administratifs sont exposés à des charges de travail insupportables. À présent, les chefs d'établissement sont placés dans des positions qui les mènent de plus en plus fréquemment au burn-out. À présent, les concours de recrutement n'attirent même plus suffisamment de candidats.



[Lire la suite](#)

## 6 / Découvrir Le Pari de l'intelligence

